

DINER du 31 janvier – les défis de la politique économique et financière de l'année 2023 – une perspective du Conseil de l'UE

Thomas Westphal

Bonjour (Excellences, parlementaires...)

Merci à la Sénatrice Sophie PRIMAS, marraine de notre diner, Présidente de la Commission des Affaires économiques du Sénat et co-auteure d'un rapport pour reconstruire la souveraineté économique qui s'excuse finalement pour son absence comme de très nombreux autres parlementaires et personnalités

Présentation I.R.C.E., indépendant, généraliste, politique publiques et écosystèmes pour les dynamiques européennes, études, événements, à charge et à décharge

L'Europe est finalement le sujet dont les citoyens et les pays parlent le plus, sauf qu'ils n'ont pas toujours les mêmes lunettes. L'Europe ne signifie pas forcément marcher tous à l'unisson dans tous les domaines entre pays ou groupes de pays, et pourquoi pas dans une certaine forme de dépendance dans l'interdépendance avec solidarité, où la confiance n'exclut pas le contrôle ni l'adaptation et où tout est possible entre les administrations et les industriels de différents pays.

Dans le cadre de nos travaux sur l'économie, la finance et l'industrie, il était important d'avoir un regard sur les « défis de la politique économique et financière de l'année 2023 avec la perspective du Conseil de l'UE » notamment sur fond post covid, de conflit en Ukraine avec ses effets induits au sein de l'UE,

Peut-être parlerons-nous de la résilience de cette économie étonnante où l'on surfe parfois sur les vagues, avec des initiatives non moins remarquables et nouvelles de l'UE, avec crise qui n'arrive pas en France, une inflation extrême dans certains pays.

Aurons-nous un regard notamment sur le couple, que dis-je le moteur, le tandem franco-allemand, avec un regard sur chaque pays, mais où apparaissent d'autres moteurs aux quatre coins de la boussole stratégique de l'UE,

Peut-être parlerons-nous de prix de l'énergie, de fonds de défense, de fonds de relance, de fonds d'innovation,

Peut-être parlerons-nous du financement de l'économie, du remboursement des dettes, de titrisation, de loi de réduction sur l'inflation étasunienne, des indicateurs à surveiller voire créer, des relations entre banques et états, des mesures face à la Chine, de « souveraineté » voire d'interdépendance économique

Peut-être parlerons-nous de budget de l'UE, de la protection de la zone euro où vient de rentrer la Croatie avec d'ailleurs les mêmes soubresauts de l'effet de passage que dans les autres pays, parlerons-nous d'un pilotage avec de possibles groupes de cohérence économiques, de monnaie numérique,

Parlerons-nous de l'alerte du FMI quand d'autres gouverneurs sont confiants, de prudence budgétaire comme le demandait le Vice-Président de la Commission Valdis Dombrovski, de projet digital pour l'Eurogroup avec la dernière déclaration de l'Eurogroup, comme nous en avons déjà parlé il y a quelques temps lors d'un dîner avec JC Trichet, ancien gouverneur de la BCE qui s'excuse de ne pouvoir être présent ce soir

Comme peut-être de bien d'autres sujets,

Et

Qui de plus indiqué pour nous parler ce soir qu'un haut responsable du Conseil de l'UE, que j'ai eu le plaisir déjà d'écouter à l'Ambassade d'Allemagne, avec qui nous avons pu réaliser un événement sur la géopolitique de la monnaie

En la personne de Thomas WESTPHAL, Directeur Général au Conseil de l'UE, responsable des affaires économiques et financières de l'UE et de l'Eurozone

Jusqu'en 2021, il était Directeur Général de la politique européenne au Ministère fédéral de Finance d'Allemagne et directeur de la Banque Européenne d'Investissement.

Il a servi comme chef du département de politique de finance à la Représentation permanente d'Allemagne à Bruxelles entre 2005 et 2009 où il s'est également occupé du budget européen et de la présidence allemande du Conseil de l'UE en 2007.

Depuis son diplôme d'études en économie, il a poursuivi une carrière qu'il a commencé à Paris à la banque Paribas et à l'institut REXECODE.

Il a ensuite tenu des positions diverses dans les ministères de l'économie et de finance allemand et à la Commission européenne s'occupant des questions de l'économie et de droit européen.

Monsieur le Directeur Général, Nous aurons l'occasion de vous écouter avec attention après avoir partagé l'entrée puis pendant un débat que j'animerai après avoir dégusté le plat.

Je vous souhaite bon appétit.

Exposé avec supports slides en PJ

Défis économiques et financiers pour 2023 sous l'angle de la façon de travailler à Bruxelles pour aborder ces problèmes complexes. Façon de « penser et agir autrement » au niveau européen, la pensée est différente au niveau national et à Bruxelles. Travailler ensemble est possible si on accepte de comprendre les autres. A Bruxelles, les personnels savent pourquoi ils sont là et savent faire avancer les dossiers.

Il faut combiner les connaissances et les niveaux politiques nationaux pour une politique européenne efficace. La boîte noire des uns est le processus connu des autres. Chacun reste souvent dans ses habitudes nationales.

Rappel du fonctionnement des institutions : L'UE et ses institutions n'est pas un état, ni (encore) une fédération mais une union d'Etats qui se mettent ensemble sur des législations applicables pour créer un espace ouvert. Rappel que seule la Commission européenne peut lancer des initiatives législatives. C'est une administration. Discussions avec le Conseil et le Parlement notamment dans des « trilogues ». Le Conseil est un lieu où les ministres des Etats se rencontrent dans leur domaine. COREPER, groupes de travail divers. Explication des préparations et des assistances des présidences. Chaque pays ne peut tenir des discours uniquement nationaux car il s'agit d'une animation. Rappel du fonctionnement du Conseil européen des Présidents et chefs de gouvernements et de l'élection pour 2 ans et demi.

Grands défis :

A - La guerre en Ukraine, dont défi financier : liquidités données à l'Etat pour survivre. 12 milliards d'euros en 2022, puis 18 milliards en 2023. Constat que les immigrés retournent aussi dans leur pays. Discussions à venir sur la reconstruction. Nécessaires efforts nationaux et de politique européenne.

B - Chocs côté offre : pénurie de l'énergie, problème avec les produits intermédiaires, pénurie de main d'œuvre qualifiée notamment en France, Allemagne. Efforts nationaux pour limiter le prix de l'énergie. Nécessaire coordination au regard notamment des actions spécifiques faites dans chaque pays avec effet induit sur les voisins.

C - Inflation : disparités entre les pays mais phénomène oublié depuis 10 ans. Réduction du pouvoir d'achat. Mais facilitation de l'endettement public par l'octroi de crédits. L'inflation est la tâche de la Banque Centrale Européenne, qui fait actuellement monter les taux pour freiner l'inflation et l'activité mais problèmes si les budgets nationaux veulent plutôt relancer la machine. D'où nécessaire coordination notamment pour limiter les prix de l'énergie pour une période limitée. Cibler les mesures sur les secteurs les plus impactés. Ecart entre les pays qui maîtrisent et les autres où l'inflation continue à monter. Gestion nationale de la dette, marge de manœuvre. Problème pour convaincre les investisseurs si dette plus de 150% du PIB

D - Chocs structurels : Digitalisation, réduction du Co2 etc Quelle attractivité de l'Europe pour les investissements sinon problèmes d'emplois et de capacités. Efforts nationaux réalisés mais possible initiatives européennes. Risques politiques. Risques de protection des fluctuations du marché avec discussions dans le cadre financier en plus du cadre énergétique. Arrêt de la politique des silos.

La complexité des crises et du monde continue à s'accroître. Nécessaire coordination, de patience et de concertation.

Retour sur la décision allemande sur le prix de l'énergie.

Question de baguette magique : « que nous et les générations futures se comprennent mieux en acceptant d'être différents, n'empêchant pas de se comprendre ».

Commentaires et rappels par FC du nécessaire constat de détachement, en tant que fonctionnaire international, au-delà des origines nationales, du constat de France, Allemagne et les autres, de la théorie des organisations,

des différences de lunette sur le Fédéralisme, différences entre les Présidences actuelles et celles d'avant, nécessités de travailler néanmoins en silos même si nécessaires décloisonnements.

Rappel par FC de l'intervention en Français, du fait que l'intervenant parlait des Allemands de par notamment sans doute de son poste supranational. Rappel fréquent des positions entre Français, Allemands et des autres. Rappel Erasmus, grand succès de moule européen dans le diversité. Rappel de la théorie des organisations (TOB) et des groupes se formant à partir de 7 membres, que les présidences ont bien évolué et que les Etats assurent surtout l'animation, du mot fédéralisme non forcément compris de la même façon, de la gouvernance confédérale et le fonctionnement fédéral, encore faut il en comprendre les termes entre nations, nécessité des silos mais en les décloisonnant régulièrement.

Débat :

Questionnement sur la matrice BCG rappel des positions Poids mort dilemme vedette vache à lait : rappel de l'utilisation possible en Ressources humaines, questions sur l'économie européenne :

R : s'appliquerait facilement à des projets industriels, poids morts sur des sujets à redécouvrir sauf à ce qu'ils soient déjà dans les dilemmes. Pour passer aux vedettes il faut parfois changer la politique et se parler beaucoup afin de réduire les coûts et les investissements, par exemple d'un réseau énergétique européen. La vache à lait peut être un rêve mais semble d'actualité pour l'Allemagne qui était autrefois un homme malade dans l'Europe. Le gouvernement a changé radicalement de cap avec l'industrie qui s'est remise à exporter.

Commentaire de planches économiques complémentaires :

Sur la remontée de l'inflation : peu de monde avait prévu son retour, même la BCE qui s'était penchée sur d'autres dossiers et parlait d'effet temporaire. Sur l'endettement à taux fixe avantageux pour la France : avantage de savoir ce que l'on doit et ce qu'on doit payer. Rappel que le taux était de 16% dans les années 90 et sans doute protection par la zone euro. Sur le fond de relance : l'avantage de créer des dettes européennes se réduit car les taux augmentent. Pour certains pays ce n'est plus attractif. Ils doivent veiller à toujours attirer les investisseurs. Retour sur les investisseurs centre Europe au Portugal qui a beaucoup gagné et se finance désormais comme l'Espagne. Le pays a tourné la page dans beaucoup de domaine, notamment universitaire.

Sur les cryptomonnaies : volatilité, les investisseurs ont voulu prendre des risques sans grande garantie.

Questions d'actualités : voir photos complémentaires

Signes positifs pour l'économie allemande : la résilience de l'économie a été sous-estimée

Aides d'état : attention aux nations qui financent pour écraser les économies voisines. La Commission doit se prononcer au regard de la loi. Problème sur les financements des états vers constructeurs automobiles.

L'éolien double le gaz dans la production d'électricité : les marchés de l'énergie sont complexes. Attention aux semaines sans soleil ni vent.

Notation de l'investissement : besoin énorme de titres sur les valeurs renouvelables et l'identification de l'investissement dans certaines voies nucléaires et autres.

Fonds de dotation défense, quid critères de Maastricht ? : les mettre de côté car quasi non appliqués. Il faut éviter que l'Europe tombe une nouvelle fois dans une autre crise de dette publique car cela casse les états, ex de la Grèce. Politique fiscale tente de coordonner.

Q :

L'Europe a la maîtrise des moyens mais ne semble pas avoir celle des orientations. Quelles sont les possibilités de l'Europe de donner des priorités notamment dans les domaines militaire, médical et spatial ?

R : Bio&tech a contribué à développer la ville de Mainz et la région. Tout n'est pas parti aux Etats-Unis. Financement très dépendant du système bancaire. Il existe aussi les marchés de capitaux. L'Europe manque de capital risque.

Q :

EPCI, comité d'agglomération, regroupement de communes et de villes avec beaucoup de disparités, à l'image de l'Europe, et fonctionne avec les projets. Rappel de la notion de subsidiarité. Qu'est devenu ce principe et pourquoi n'est-il pas descendu au niveau des régions ?

R : les projets sont fondamentaux. Bons résultats dans les régions transfrontalières. Nécessité d'aller au-delà de simples avis car les législations européennes peuvent entraîner mais aussi empêcher certaines dynamiques locales. Les projets peuvent toucher plusieurs régions et même plusieurs états (exemple projet transverse Interreg avec 10 régions partout en Europe sur le cyber et exemple stratégie alpine avec plusieurs régions transfrontalières)

Q :

Pourquoi pas des partenariats Europe Etats-Unis plutôt que des compétitions et quid pour l'Ukraine ?

R : les décisions européenne et étasunienne doivent être prises ensemble et en cohérence

Q :

Quid des longues discussions et négociations du Conseil et quels éléments produisent un accord tardif ?

R : Chacun sait déjà ce que les autres vont apporter. Aucune avance sur les premiers échanges de 5 mn. Un deuxième tour est souvent nécessaire ainsi que des réunions annexes. Le président tente de trouver des compromis et tentative de vote tardif où chacun est capable de laisser un peu de lest.